Conseil communal du 02 juin 2020

Présents à 20:00 M. HALIN, Bourgmestre-Président ;
Mme DARIMONT, M. BAGUETTE, Mme DONNEAU, Echevins ;
Mmes et MM. KEMPENEERS, JASON, ~~BUCHET~~, DUBOIS-TIXHON, DEJONG,
PARULSKI, ~~HAVELANGE~~, NOTTEBORN, LENOM-NEURAY, GARDIER,
conseillères et conseillers ;
Mme BARBASON, Présidente du CPAS ;
M. EMBRECHTS, Directeur général.

La séance est ouverte à 20H00.

Séance publique

1. Conseil communal - désignation d'une salle en période de covid-19 : approbation

Le Conseil communal,

Considérant que la salle des conseils, située rue Village 91, servant principalement aux réunions du Conseil communal, est trop petite pour accueillir dans de bonnes conditions sanitaires les séances du Conseil communal en période de covid-19 ;

Vu la réponse du ministre FURLAN à la question parlementaire du Parlement wallon (Session 2009-2010, Année 2010, N° 208) au sujet des critères définissant une salle de Conseil communal, : « ... Il est de principe acquis que le conseil communal se réunit dans la maison communale. Si pour un motif justifié, la séance devait se tenir ailleurs, ce serait au conseil communal et non au collège communal d'en décider. »

Considérant qu'il convient dès lors de déterminer un autre endroit que la salle des conseils pour tenir les séances du Conseil communal en cette période ;

Considérant que la salle Théo Dubois permet d'accueillir les quinze membres du conseil et le public tout en respectant les mesures sanitaires, et notamment la distanciation physique entre chacun ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE de désigner la salle Théo Dubois, située rue du Presbytère 8, comme local pouvant accueillir les séances du Conseil communal.

2. Interpellation citoyenne : MULLENS Patrick

Monsieur Patrick MULLENS est invité par le Président à venir présenter en séance son interpellation citoyenne.

Le Conseil communal prend connaissance de l'interpellation citoyenne envoyée le 28/02/2020 par Monsieur Patrick MULLENS en annexe, et reprise intégralement ci-dessous :

"Olne, le 29 février 2020

*Aux membres du Collège communal
de et à OLNE*

Mesdames, Messieurs,

Nous souhaiterions vous interpeller sur le point suivant lors du prochain Conseil communal :

La future convention de la carrière :

Après lecture attentive de la proposition de convention pour la future exploitation de la carrière, plusieurs éléments nous inquiètent.

En effet, les paragraphes 1.5 ; III.1.1 ; III.1.3 ; III.1.5 ; III.1.8. ; demandent des éclaircissements.

1.5 : La durée est potentiellement 25 ans et donc 2045. A-t-on une déclaration formel du collège d'un arrêt total et définitif à cette date là ?

III.1.1 : le concessionnaire « s'abstiendra » d'exploiter la nuit ! Ce n'est donc pas « n'exploitera pas » ?

III.1.3 : 900 000 tonnes ! Qui contrôle ?

III.1.5 : le démantèlement au plus tard 31/12/2032 ! Pourquoi pas plus tôt ? Quelles contraintes ? Quelles sanctions ? Comment financer la part communale ?

III.1.8 : diminution d'un tiers de la hauteur du terril dans les huit ans !

Pour définir une hauteur, il faut définir un niveau zéro ! La hauteur maximum sera définie à quelle date ? Maintenant ? Fin 2019 ? Dans huit ans ? L'exploitant actuel continue de surélever le terril !

La convention parle de la hauteur, sans la définir, mais ne parle pas de la circonférence ! Et encore moins d'un deuxième voir d'un troisième terril !

De plus, nous apprenons, que seules, trois offres sont déposées !

Pourriez-vous nous rassurer dans ce dossier ?

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, nos meilleures salutations.

Pour le Parti socialiste
P Mullens (02/08/59)

Belle maison 20
4877 olne

"

Le Conseil communal entend la réponse de Monsieur le Bourgmestre :

"Les extraits cité sont issus du cahier spécial des charges. Il s'agit des conditions minimales fixées par la commune dans le cadre d'une exécution future. Ca peut aller plus loin encore. On est dans une procédure de concession, avec des conditions minimum non négociables. 3 offres ont été rendues fin janvier.

Le cahier des charges a été voté à l'unanimité du conseil communal. La rédaction de ce cahier des charges a été un travail de longue haleine, compliqué.

Nous avons travaillé avec les riverains, lors de réunions en soirée. Les riverains ont fait part de leurs attentes, notamment en matière de nuisances. Il y avait par contre obligation de trancher par rapport à des demandes déraisonnables: personne ne supprimera le terril. C'est techniquement impossible de faire évacuer les terres du terril dans une exploitation rentable.

Je suis allé à la carrière de Trooz. Le directeur est confronté à des tas de terre qu'il est obligé de stocker quelque part. C'est inévitable dans le cadre d'une exploitation.

On a dû déterminer ce qui était acceptable pour les exploitants de carrières.

Lors de la procédure, 15/16 entreprises étaient présentes à la séance d'information. Or, seules 3 offres ont été déposées. Pourquoi? Parce que certains ont estimé que les conditions imposées par la commune sont trop strictes et rendent l'exploitation non rentable.

On ne peut pas vouloir une activité économique qui génère des emplois (locaux), qui fait travailler des entreprises de la région, sans nuisances. On ne peut pas supprimer entièrement les nuisances. Le but est de les minimiser.

Je ne vais pas rentrer plus en détails car la procédure est toujours en cours.

En ce qui concerne la durée, pourquoi cette durée? Car il y a un calcul économique. Il fallait garantir ça. 25 ans, c'est la durée potentielle qui n'est pas arrêtée. Le permis d'exploiter court jusqu'au 31 décembre 2032. Il n'y a pas d'engagement pour la commune pour après cette date.

Par rapport à votre question : s'abstenir d'exploiter la nuit équivaut à ne pas exploiter. Ne jouons pas sur les mots. Il n'y a qu'une dérogation 4 fois par an.

Pour le contrôle du cubage, nous avons demandé l'accès à l'ensemble de la comptabilité du site. On va cartographier en 3D la carrière et on fera la différence entre le 1er janvier chaque année puis un calcul pour estimer le tonnage.

La limite est fixée au 21/12/32 suite au permis.

Le démantèlement doit avoir lieu. Une garantie bancaire est demandée pour garantir que l'exploitant participera à hauteur de ce qui est demandé.

La part financière devra être financée via les recettes nouvelles, le patrimoine nouveau, etc. et elle se financera le moment venu. Il serait prudent de provisionner mais ce choix ne m'appartient pas actuellement.

La hauteur du terril devra être déterminée avec un drone. On prendra le point zéro quand l'exploitation actuelle sera terminée. Il n'y a pas de limite en hauteur. L'exploitant respecte le permis. Pour diminuer le terril, il faut faire fonctionner un trommel qui a un coût, c'est économiquement non viable... C'est un investissement en plus pour le futur exploitant. Il faudra que les terres soient remises de manière plus cohérente.

Quand on voit les contraintes, c'est déjà énorme d'avoir 3 offres. Notre cahier des charges c'est du jamais vu, jamais personne n'est venu avec un cahier des charges aussi complet en matière d'exploitation de carrière."

Monsieur MULLENS est invité à répliquer : *"Il s'agit d'une demi-réponse, ça ne m'étonne pas. Comme d'habitude, vous ne répondez pas à la question et tournez autour. Vous en restez à une petite gestion financière, jésuite : juste les sous. Le bien-être et la quiétude de la population olnoise, vous n'en touchez pas un mot dans votre réponse. Business as usual."*

Le point est clôturé.

3. Marché public de fournitures - achat de masques - procédure d'urgence : admission de la dépense

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1222-3 § 3,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ; modifiés par l'arrêté royal du 22 juin 2017 ;

Vu la délibération du Collège communal du 15 avril 2020 fixant le choix du mode de passation du marché et fixation des conditions pour l'achat de 5000 masques textiles ;

Vu la délibération du Collège communal du 16 avril 2020 attribuant le marché susmentionné à l'entreprise Sha-Tex ;

Considérant que plusieurs entreprises ont été consultées ;

Considérant qu'en l'absence de crédit budgétaire au budget ordinaire pour l'année 2020 et, vu l'urgence, selon l'article L1311-5 al.2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le Collège a, sous sa responsabilité, décidé de pourvoir à la dépense, à charge d'en donner sans délai connaissance au Conseil communal ;

Considérant que le Conseil doit délibérer pour accepter ou non la dépense ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1er : De prendre acte de la délibération du Collège communal du 16 avril 2020 attribuant en urgence le marché relatif à l'achat de 5.000 masques textiles composés de polypropylène et de polyester au prix unitaire de 2,50 euros HTVA à l'entreprise Sha-Tex.

Article 2 : D'admettre la dépense.

Article 3 : D'inscrire le crédit budgétaire nécessaire à la prochaine modification budgétaire ordinaire 2020.

4. Marché public - désignation d'un auteur de projet pour le projet Croix-Renard PCDR : arrêt de la procédure lancée le 17 février 2020

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-30 et 1222-3,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ; modifiés par l'arrêté royal du 22 juin 2017 ;

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau ;

Vu le Règlement Général pour la Protection du Travail, la loi du 04 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et le Code du Bien-être au Travail, comprenant notamment l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers mobiles et temporaires ;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant exécution du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2013 approuvant le programme communal de développement rural de la commune d'OLNE ;

Vu la circulaire ministérielle 2019/01 du 1er février 2019 relative au programme communal de développement rural ;

Considérant les fiches projet I.1.B et II.8 du PCDR ;

Vu sa délibération du 17 février 2020 décidant du choix du mode de passation et fixation des conditions de marché en vue d'une désignation d'un auteur de projet pour le projet Croix-Renard PCDR

Considérant que, lors du retour des candidats soumissionnaires, il est épinglé par le Collège et la CLDR qu'il serait utile de modifier les conditions du marché reprises dans le cahier spécial des charges pour les raisons spécifiées dans le document annexé à la présente ;

Considérant qu'il convient donc d'arrêter la procédure actuelle ;

Considérant qu'un marché devra être relancé ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : que la procédure pour la désignation d'un auteur de projet pour l'étude, la direction, la surveillance et la coordination sécurité-santé des travaux de

- Sécurisation des déplacements doux le long des voiries entre Fosses-Berger et Hansez et qualification de l'espace public
- Réalisation d'un aménagement paysager du site de la Croix-Renard

suivant le cahier spécial des charges n°20200217 est arrêtée, et une autre procédure en vue de désigner un auteur de projet sera proposée lors d'un prochain Conseil communal.

5. Marché de travaux - réfection de la voirie Gorges du Loup : choix du mode de passation et fixation des conditions

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-30 et 1222-3,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ; modifiés par l'arrêté royal du 22 juin 2017 ;

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail,

Vu le cahier des charges Type Qualiroutes,

Considérant qu'il importe d'assurer la pérennité de voiries communales et donc de procéder à l'entretien de ces voiries,
Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché ayant pour objet les travaux spécifiées au cahier spécial des charges ci-annexé,
Vu la demande d'avis adressée au directeur financier en date du 28 avril 2020
Vu l'absence d'avis du directeur financier rendu dans le délai prescrit par le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,
Attendu que le montant servant de base au marché est estimé à 72.600,00 euros TVAC et est inscrit au budget extraordinaire 2020,
Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 28/04/2020,
Considérant l'avis non rendu par le Directeur financier,
Sur proposition du Collège communal,
Après en avoir délibéré,
Par 11 voix pour et 2 abstentions,
ARRETE :

Article 1er : il sera passé un marché pour des travaux de réfection de voirie Gorges du Loup, suivant le cahier spécial des charges annexé à la présente.

Article 2 : il sera passé un marché dont le montant estimé s'élève approximativement à 72.600 euros TVAC.

Le montant figurant à l'alinéa qui précède a valeur d'indication, sans plus.

Article 3 : Le marché dont il est question à l'article 1er est régi par les règles générales d'exécution et le cahier spécial des charges ci-annexés.

Article 4 : Le marché dont il est question à l'article 1er sera passé par procédure négociée sans publication préalable lors du lancement de la procédure.
Sauf impossibilité, trois entreprises au moins seront consultées.

Article 5 : Le marché repris ci-dessus sera imputé à l'article 421/73560 (projet 20204210) du budget extraordinaire de 2020.

6. Convention d'adhésion à la Centrale d'achat en matière de gestion de la pollution des sols de la SPAQuE

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122 ;

Vu le CODt ;

Vu le Décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;

Vu l'AGW du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terre ;

Vu la proposition de convention de la SPAQuE annexé à la présente ;

Considérant que la SPAQuE est un opérateur multitâches spécialisé dans l'assainissement des sols pollués dont le capital est détenu au minimum à 25% par la Région Wallonne ;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie : *"Cette centrale d'achats mettra à disposition des communes les services d'une sélection de sociétés spécialisées dans toutes les étapes de l'assainissement et de la valorisation de friches industrielles polluées et de décharges. L'objectif : rationaliser les démarches en matière d'assainissement des sols. Rédaction de Cahier spécial des charges, passation de marché, prise en compte d'une législation complexe, ces*

démarches, parfois fastidieuses, SPAQUE pourra les réaliser et mettre en parallèle à disposition des communes une sélection de sociétés via une centrale d'achats. Ces sociétés, actives dans la gestion des terres excavées, les forages, les prélèvements et analyses, les études de caractérisation, etc., SPAQUE travaille avec elles depuis de longues années dans le respect de la législation sur les marchés publics, elles sont donc familières des exigences des pouvoirs locaux. Faire appel à cette centrale d'achats permet de bénéficier de l'accompagnement des experts de SPAQUE dans le développement des projets territoriaux communaux, en collaboration avec des entreprises spécialisées hautement qualifiées."

Vu le listing des principales prestations couvertes par la convention en page 3 du courrier manuscrit envoyé par la SPAQuE annexé à la présente ;

Considérant l'avis du service travaux de la commune d'Olne qui spécifie que pour l'application des législations reprises ci-dessus, il est important de disposer de différents types de marchés public de service permettant de traiter les problématiques futures qui ont déjà commencé à se présenter, et que la convention proposée par la SPAQuE n'engage pas l'administration communale d'Olne sur des obligations, même si il n'a pas été reçu de CSCCh détaillant l'objet des marchés ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Sur proposition du collège communal,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE,

A l'unanimité,

Article 1er : D'approuver les termes de la convention entre la SPAQuE et la Commune d'Olne

Article 2 : De charger le Collège communal d'Olne, représenté par Monsieur HALIN C., Bourgmestre, et Monsieur EMBRECHTS J.-P., Directeur général, de la signature et de l'exécution de la présente convention.

7. RCA - rapport d'activités 2019 : information

Le Conseil communal prend acte du rapport d'activités 2019 de la Régie communale autonome.

8. RCA - bilan 2019 : approbation

Le Conseil communal,

Vu la décision du conseil d'administration de la Régie Communal Autonome d'Olne en date du 25 mai 2020 arrêtant son bilan 2019,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1231-11,

Vu les statuts de la Régie Communale Autonome,

Considérant que la comptabilité de la Régie Communale Autonome est soumise à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises,

Considérant que le rapport d'activités arrêté par le Conseil d'Administration a été examiné par le Conseil communal en sa séance du 2 juin 2020,

Considérant que les rapports du Collège des Commissaires et du Commissaire- réviseur sont annexés au bilan arrêté par la Régie Communale Autonome d'Olne, conformément à l'article L1231-6 du CDLD,

Considérant que le bilan 2019 reflète la situation financière de la Régie Communale Autonome,

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : d'approuver les comptes annuels de la Régie Communale Autonome d'Olne pour l'exercice 2019 tels que repris en annexe.

9. RCA - compte 2019 : décharge aux administrateurs

Le Conseil communal,

Vu la décision de la Régie Communale Autonome d'Olne arrêtant son rapport d'activités 2019,

Vu la décision du 25 mai 2020 de la Régie Communale autonome arrêtant son bilan 2019,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1231-11,

Vu les statuts de la Régie Communale Autonome,

Vu sa délibération de ce jour approuvant le bilan 2019 arrêté par la Régie Communale Autonome d'Olne,

Considérant que les rapports du Collège des Commissaires et du Commissaire réviseur sont annexés au bilan arrêté par la Régie Communale Autonome d'Olne, conformément à l'article L1231-6 du CDLD,

Considérant que les comptes de la RCA d'Olne pour l'année 2019 ne contiennent ni omission, ni indication fautive de manière à dissimuler la situation réelle de la régie,

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : De décharger les administrateurs pour la gestion de la RCA durant la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

10. RCA - compte 2019 : décharge aux commissaires

Le Conseil communal,

Vu la décision de la Régie Communale Autonome d'Olne arrêtant son rapport d'activités 2019,

Vu la décision du 25 mai 2020 de la Régie Communale autonome arrêtant son bilan 2019,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1231-11,

Vu les statuts de la Régie Communale Autonome,

Vu sa délibération de ce jour approuvant le bilan 2019 arrêté par la Régie Communale Autonome d'Olne,

Considérant que les rapports du Collège des Commissaires et du Commissaire réviseur sont annexés au bilan arrêté par la Régie Communale Autonome d'Olne, conformément à l'article L1231-6 du CDLD,

Considérant que les comptes de la RCA d'Olne pour l'année 2019 ne contiennent ni omission, ni indication fautive de manière à dissimuler la situation réelle de la régie
Sur proposition du Collège communal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : De décharger le Collège des Commissaires pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

11. Contrôle des subventions allouées en 2019

Le Conseil communal,
Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu sa délibération en date du 9 décembre 2019 concernant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Attendu qu'il y a lieu de procéder à la vérification de l'emploi des subventions qui ont été allouées en 2019 à certaines associations,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
DECLARE avoir vérifié l'emploi des subventions qui ont été accordées pendant l'année 2019 aux associations mentionnées ci-dessous et ce, sur base des documents fournis par les bénéficiaires :
- Asbl Transcen'Danse
- Asbl Renaissance - Ecole de Danse d'Olne
- Asbl Seniors d'Olne et de Saint-Hadelin
- Comité scolaire Ecole Saint Louis
- Asbl Olne Autrefois.

12. Fabrique d'église Saint Hadelin - Compte 2019 : approbation

Le Conseil communal,
Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises,
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes,
Vu les articles L3161-1 et suivants du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation,
Vu le compte pour l'exercice 2019 arrêté par le Conseil de fabrique d'église de la paroisse Saint Hadelin en séance du 3 mars 2020,
Considérant que le compte mentionné ci-dessus accompagné des pièces justificatives est parvenu à l'Administration communale en date du 10 mars 2020,
Attendu qu'en date du 13 mars 2020, le Chef diocésain a arrêté les dépenses relatives à la célébration du culte et approuvé le compte 2019 pour le surplus,
Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980,

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°20 du 18 avril 2020 prolongeant cette suspension jusqu'au 30 avril 2020 inclus.

Considérant que le compte de la Fabrique d'église Saint Hadelin arrêté pour l'exercice 2019 porte :

en recettes, la somme de 95.199,02 €

en dépenses, la somme de 85.402,95 €

et qu'il se clôture par un boni de 9.796,07 €,

Attendu qu'il y a lieu dès lors d'approuver ledit compte tel que soumis,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Art. 1 : D'approuver, en accord avec le Chef diocésain, le compte pour l'exercice 2019 de la Fabrique d'église de la paroisse Saint Hadelin d'Olne, arrêté par son Conseil de fabrique en date du 3 mars 2020 et portant :

en recettes, la somme de 95.199,02 €

en dépenses, la somme de 85.402,95 €

et qu'il se clôture par un boni de 9.796,07 €,

Art. 2 : De notifier la présente décision à la Fabrique d'église Saint Hadelin ainsi qu'à l'Evêché de Liège.

Art. 3 : De procéder à la publication par voie d'affichage de la présente décision.

Art. 4 : D'informer la Fabrique d'église et le Chef diocésain de la possibilité d'introduire un recours auprès du Gouverneur de la Province de Liège dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

13. Fabrique d'église Saint Sébastien - Compte 2019 : approbation

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes,

Vu les articles L3161-1 et suivants du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation,

Vu le compte pour l'exercice 2019 arrêté par le Conseil de fabrique d'église de la paroisse Saint Sébastien d'Olne en séance du 18 février 2020,

Considérant que le compte mentionné ci-dessus accompagné des pièces justificatives est parvenu à l'Administration communale en date du 12 mars 2020,

Attendu qu'en date du 16 mars 2020, le Chef diocésain a arrêté les dépenses relatives à la célébration du culte et approuvé le compte 2019 pour le surplus,

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980,

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°20 du 18 avril 2020 prolongeant cette suspension jusqu'au 30 avril 2020 inclus.

Considérant que le compte de la Fabrique d'église Saint Sébastien arrêté pour l'exercice 2019 porte, après corrections par le Chef diocésain :

en recettes, la somme de 25.615,29 €
en dépenses, la somme de 15.777,39 €
et qu'il se clôture par un boni de 9.837,90 €,
Attendu qu'il y a lieu dès lors d'approuver ledit compte tel que soumis,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
DECIDE

Art. 1 : D'approuver, en accord avec le Chef diocésain, le compte pour l'exercice 2019 de la Fabrique d'église de la paroisse Saint Sébastien d'Olné, arrêté par son Conseil de fabrique en date du 18 février 2020 , portant :
en recettes, la somme de 25.615,29 €
en dépenses, la somme de 15.777,39 €
et qu'il se clôture par un boni de 9.837,90 €.

Art. 2 : De notifier la présente décision à la Fabrique d'église Saint Sébastien ainsi qu'à l'Evêché de Liège.

Art. 3 : De procéder à la publication par voie d'affichage de la présente décision.

Art. 4 : D'informer la Fabrique d'église et le Chef diocésain de la possibilité d'introduire un recours auprès du Gouverneur de la Province de Liège dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

14. Asbl Seniors d'Olné et de Saint-Hadelin - Subside ponctuel - décision

Le Conseil communal,
Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu sa délibération en date du 9 décembre 2019 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Vu la demande de l'Asbl Seniors d'Olné et de Saint-Hadelin, en date du 3/01/2020, sollicitant un subside de la commune en vue de l'organisation d'une activité ponctuelle à savoir : une opérette franco-wallonne prévu le 12 janvier 2020,
Vu la délibération du Conseil communal en date du 2 juin 2020 déclarant avoir vérifié l'emploi des subsides alloués à cette Asbl en 2019,
Attendu que cette Asbl a une existence de plus d'un an,
Attendu que cette association compte au moins dix membres,
Attendu que ce subside doit servir à financer la prise en charge d'une partie de la rémunération de la troupe,
Attendu que cette activité présente des intérêts sociaux pour de nombreux retraités olnois,
Vu les pièces annexées à la demande,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
DECIDE :

Art.1 : D'accorder à l'Asbl Seniors d'Olné et de Saint-Hadelin un subside pour activité ponctuelle d'un montant de 500,00 euros destiné à l'organisation de l'opérette franco-wallonne qui a eu

lieu le 12 janvier 2020 et plus particulièrement, au paiement d'une partie de la rémunération de la troupe.

Art.2 : D'imputer le subside sur l'article 762/332-02 du budget ordinaire 2020.

Art.3 : De libérer ce subside dès la production des pièces justificatives et du compte de l'activité.

Art.4 : Que le bénéficiaire devra faire parvenir, le cas échéant, dès le début de l'année 2021, le formulaire justificatif établi à cet effet et fourni par la commune ainsi que, suivant le montant global, le bilan de l'association pour l'année 2020.

Art. 5 : De rappeler les délais quant aux demandes de subvention à l'ASBL.

15. Asbl Transcen'Danse - Subside ponctuel - décision

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,

Vu sa délibération en date du 9 décembre 2019 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,

Vu la demande du Groupe Transcen'Danse, en date du 15/01/2020, sollicitant un subside de la commune en vue de l'organisation d'une activité ponctuelle à savoir : Workshop #8 prévu le 16 février 2020,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 2 juin 2020 déclarant avoir vérifié l'emploi des subsides alloués à cette Asbl en 2019,

Attendu que cette Asbl a une existence de plus d'un an,

Attendu que cette association compte au moins dix membres,

Attendu que ce subside doit servir à financer la prise en charge de la location de la salle et des frais de publicité,

Attendu que cette activité présente des moments de détente et les bienfaits d'une activité physique pour de nombreux olnois de tous âges,

Vu les pièces annexées à la demande,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE :

Art.1 : D'accorder à l'Asbl Transcen'Danse un subside pour activité ponctuelle d'un montant de 210,00 euros destiné à l'organisation du Workshop #8 qui a eu lieu le 16 février 2020 et plus particulièrement, à la location de la salle et aux frais de publicité.

Art.2 : D'imputer le subside sur l'article 764/332-02 du budget ordinaire 2020.

Art.3 : De libérer ce subside dès la production des pièces justificatives et du compte de l'activité.

Art.4 : Que le bénéficiaire devra faire parvenir, le cas échéant, dès le début de l'année 2021, le formulaire justificatif établi à cet effet et fourni par la commune ainsi que, suivant le montant global, le bilan de l'association pour l'année 2020.

16. ALE d'Olné ASBL : contrôle de la subvention allouée en 2019

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8 ;

Vu sa délibération en date du 3 juin 2019 attribuant le montant de 10.000 (dix mille) euros à l'ALE d'Olné dans le cadre d'une contribution dans les frais de fonctionnement de l'agence ;

Considérant que l'ALE devait fournir, avant le 1er juin 2020, ses compte et bilan 2019 afin que le Conseil puisse contrôler la bonne utilisation du subside ;
Considérant que cette formalité a été accomplie en date du 18 mai 2020 ;
Attendu qu'il y a lieu de procéder à la vérification de l'emploi de la subvention qui a été allouée en 2019 à l'ALE d'Olné ASBL ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECLARE avoir vérifié l'emploi de la subvention accordée à l'ALE d'Olné ASBL et ce sur base des documents fournis par le bénéficiaire.

17. ALE d'Olné ASBL : contribution dans les frais de fonctionnement

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 ainsi que les articles L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant que le Conseil d'administration de l'Agence Locale pour l'Emploi (ALE) d'Olné a décidé de solliciter, en date du 18 mai 2020, l'octroi d'une contribution de 10.000 (dix mille) euros de la part de la Commune dans les frais de fonctionnement de l'ALE ;

Considérant que la Commune d'Olné est représentée au sein de l'ALE ;

Considérant que la contribution de la Commune d'Olné est nécessaire pour permettre à l'ALE de poursuivre ses activités ;

Considérant que l'ALE engage des personnes éloignées du marché du travail pour exercer des activités au service de particuliers ou d'organisations ;

Considérant que l'ALE d'Olné a un rôle social important au sein du Village d'Olné et qu'il convient de soutenir son activité ;

Considérant que la contribution de la Commune dans les frais de fonctionnement de l'ALE est donc d'intérêt communal ;

Considérant que le montant de 15.000 euros est inscrit au budget à l'article 529/435-01 ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1er : d'attribuer le montant de 10.000 (dix mille) euros à l'ALE d'Olné dans le cadre d'une contribution dans les frais de fonctionnement de l'agence. Ce montant sera versé sur le compte bancaire de l'Agence Locale pour l'Emploi d'Olné.

Art. 2 : L'ALE devra fournir, avant le 1er juin 2021, ses compte et bilan 2020 afin que le Conseil puisse contrôler la bonne utilisation du subside.

Art. 3 : La présente décision sera transmise à l'ALE et au Directeur financier pour suivi.

18. Délibération générale pour l'application du Code de recouvrement des créances fiscales et non fiscales – Loi du 13.04.2019 (M.B. 30.04.2019)

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41,162 et 170 § 4 ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu les articles L1122-30, L1124-40 §1-3° & 4°, L1133-1 & 2, L3131-1 §1-3°, L3132-1 §1 & 4 et L3321-1 à 12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu l'A.R. du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;
Vu les recommandations émises par la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2020;
Considérant que la loi du 13 avril 2019 susvisée a été publiée au Moniteur belge le 30 avril 2019 et entre en vigueur le 1er janvier 2020 ;
Considérant que selon les travaux préparatoires, ce nouveau code vise à coordonner la législation fiscale et à instaurer une procédure uniforme en matière d'impôts sur les revenus et de TVA ;
Considérant que ce nouveau code modifie ou abroge certaines dispositions du Code des impôts sur les revenus, qui étaient rendues applicables à la matière du recouvrement des taxes provinciales et communales par l'article L 3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Considérant que pour combler le vide juridique créé par ce nouveau code – puisque le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ne fait référence qu'au Code des impôts sur les revenus et nullement au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales - il convient que les règlements taxes des pouvoirs locaux fassent référence à ce nouveau code ;
Considérant que dans le cadre du projet de décret budgétaire contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020, les dispositions visant à combler le vide juridique seront proposées au Parlement wallon ;
Considérant qu'il apparaît toutefois que certains règlements-taxes font référence non pas à l'article ad hoc du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation mais directement au Code des impôts sur les revenus ; que pour ces règlements-taxes, il y aura donc toujours un vide juridique ;
Considérant qu'il y a dès lors lieu de faire une référence explicite aux dispositions de ce nouveau code dans chaque règlement-taxe ; que sans cela le vide juridique qui existera à partir du 1er janvier 2020 empêchera le bon recouvrement des taxes locales ;
Considérant que vu l'urgence, il y a lieu d'insérer, via une délibération globale, ces nouvelles dispositions dans chaque règlement-taxe en vigueur ;

Sur proposition du Collège,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
DECIDE

Article 1er :

Dans tous les règlements-taxes en vigueur et dont la période de validité est postérieure au 1er janvier 2020 sont insérées les dispositions suivantes :

Dans le préambule :

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Dans l'article relatif au recouvrement de la taxe :

Les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, des Lois des 15 et 23 mars 1999, de l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 et de la Loi-programme du 20 juillet 2006 ainsi que de la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

Art. 2 – Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 3 – Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation

19. Commission Locale pour l'Energie - rapport d'activités : information

Le Conseil communal prend acte du rapport d'activités de la Commission locale pour l'énergie.

20. Neomansio - Assemblée générale ordinaire du 25 juin 2020: décision sur l'ordre du jour

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1523-11 et suivants,

Vu le mail de Neomansio invitant notre commune à participer à l'assemblée générale ordinaire de cette intercommunale le 25 juin 2020 ,

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire :

1. Examen et approbation :
 - du rapport d'activités 2019 du Conseil d'administration ;
 - du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes ;
 - du bilan ;
 - du compte de résultats et des annexes au 31 décembre 2019 ;
 - du rapport de rémunération 2019 ;
2. Décharge aux administrateurs ;
3. Décharge aux membres du Collège des contrôleurs des comptes ;
4. Lecture et approbation du procès-verbal.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : d'adopter tels qu'ils lui sont soumis les points repris par l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire.

21. Foyer de la région de Fléron - Assemblée générale ordinaire du 25 juin 2020: décision sur l'ordre du jour

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1523-11 et suivants,

Vu le mail du Foyer de la région de Fléron invitant notre commune à participer à l'assemblée générale ordinaire de cette intercommunale le 25 juin 2020,

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire :

1. Désignation d'un porteur de décision parmi nos délégués.

Après en avoir délibéré,

Par 10 voix pour et 3 contre (DEJONG, NOTTEBORN et GARDIER),

DECIDE

Article unique : d'adopter tels qu'ils lui sont soumis les oints repris par l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire.

22. ETHIAS - Assemblée générale du 30 juin 2020 : décision sur l'ordre du jour

Le Conseil décide de reporter le point.

23. CHR Verviers - Assemblée générale du 10 juin 2020: décision sur l'ordre du jour

La séance est suspendue à 21H28 et reprend à 21H31.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1523-11 et suivants,

Vu le courrier du CHR Verviers invitant notre commune à participer à l'assemblée générale de cette intercommunale le 10 juin 2020 ,

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale :

1. Note de synthèse générale - Information
2. Fixation des rémunérations des mandataires sur recommandation du comité de rémunération - Décision (article 1523-14, 4°)
 - 2.1 Annexe - Extrait du procès-verbal de la séance du 11 février 2020
 - 2.2 Annexe - Note explicative
3. Approbation du Rapport de Rémunération - Décision
 - 3.1 Annexe - Rapport de Rémunération 2019 (article 6421-1,§1)
4. Rapport annuel 2019- Information
 - 4.1 Annexe - Rapport annuel 2019 (article 1523-13,§3)
 - 4.2 Annexe - Rapport annuel du Comité de Rémunération 2019 (article 1523-17,§2)
5. Rapport du Collège des Contrôleurs aux comptes (réviseur) -Information
 - 5.1 Annexe - Rapport des réviseurs 2019
6. Approbation des comptes annuels 2019 (compte de résultats et bilan) - Décision
 - 6.1 Annexe - Comptes annuels, rapport annuel du Comité de Rémunération 2019 et liste des adjudicataires
 - 6.2 Annexe - Rapport de gestion visé par le Code des Sociétés et des Associations 2019
7. Affectation des résultats -Décision
8. Décharge à donner aux administrateurs - Décision
9. Décharge à donner aux contrôleurs aux comptes - Décision
10. Démission et nomination des administrateurs - Décision
11. Marché public - Nomination réviseur d'entreprise - Décision
 - 11.1 Annexe - Rapport examen des offres et attribution, sous réserve de la nomination de l'assemblée générale, du réviseur

Après en avoir délibéré,

Par 10 voix pour et 3 abstentions (DEJONG, NOTTEBORN et GARDIER),

DECIDE

Article unique : d'adopter tels qu'ils lui sont soumis les points repris par l'ordre du jour de l'assemblée générale.

24. IMIO - Assemblée générale ordinaire du 3 septembre 2020: décision sur l'ordre du jour

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1523-11 et suivants,

Vu le courrier de IMIO invitant notre commune à participer à l'assemblée générale ordinaire de cette intercommunale le 3 septembre 2020 ,

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire :

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
2. Présentation du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes ;
3. Présentation et approbation des comptes 2019 ;
4. Décharge aux administrateurs ;
5. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes ;
6. Règles de rémunération applicables à partir du 01/01/2020 ;
7. Nomination d'administrateurs.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : d'adopter tels qu'ils lui sont soumis les points repris par l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire.

25. RESA - Assemblée générale du 17 juin 2020 : décision sur l'ordre du jour

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1523-11 et suivants,

Vu le courrier de Resa invitant notre commune à participer à l'assemblée de cette intercommunale le 17 juin 2020,

Vu l'ordre du jour de l'assemblée :

1. Rapport de gestion 2019 du Conseil d'Administration sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019 ;
2. Approbation du rapport spécifique sur les prises de participation prévu à l'article L1512-5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
3. Approbation du rapport de rémunération 2019 du Conseil d'Administration établi conformément à l'article L6421-21 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
4. Rapport du Collège des Contrôleurs aux comptes sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019 ;
5. Approbation des comptes annuels statutaires arrêtés au 31 décembre 2019 ;
6. Approbation de la proposition d'affectation du résultat ;
7. Exemption de consolidation ;
8. Décharge à donner aux Administrateurs pour leur gestion lors de l'exercice 2019 ;
9. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux comptes pour leur mission de contrôle lors de l'exercice 2019 ;
10. Nomination du /des membre(s) du Collège des Contrôleurs aux comptes pour les exercices comptables 2020, 2021 et 2022 et fixation des émoluments ;
11. Pouvoirs.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : de voter contre les points 1, 2 et 8 suite à la création de la filiale "RESA innovation et technologie" et d'adopter le reste des points tels qu'ils lui sont soumis par l'Assemblée générale de l'intercommunale RESA.

26. Enseignement fondamental - année scolaire 2019-2020 - Déclaration de vacance d'emploi en vue de la nomination définitive

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié, notamment son article 31,

Vu le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion, notamment son article 32,

Considérant qu'au 15 avril 2020 plusieurs emplois ne sont pas pourvus de titulaire à titre définitif, il y a lieu de fixer les emplois vacants,

Considérant que la liste des emplois vacants sera communiquée à tous les enseignants concernés remplissant les conditions requises en vue

d'une nomination éventuelle à titre définitif dans le courant de la prochaine année scolaire,

Que cette liste sera revue sur base des emplois attribués par le capital-périodes pour l'année scolaire 2020-2021 avant de procéder aux nominations définitives éventuelles,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE :

Art 1. De déclarer vacant pour l'année scolaire 2020-2021, les emplois suivants pour l'école fondamentale de la commune d'Olné :

- 1 emploi d'instituteur(trice) maternel(le) temps plein
- 1 emploi de directeur(trice) temps plein
- 2 périodes de philosophie et de citoyenneté
- 2 périodes de maître(sse) d'éducation physique
- 2 périodes d'allemand

Considérant que ces emplois pourront être conférés à titre définitif à tout membre du personnel enseignant temporaire qui se trouve dans les conditions

énoncées à l'article 30 du décret susdit du 6 juin 1994 et ses modifications ultérieures pour autant qu'il se soit porté candidat par lettre recommandée avant le

31 mai 2019 et à condition que ces emplois soient toujours vacants au 1er octobre 2020.

Art 2. La présente décision qui sera communiquée à la Commission Paritaire Locale, sera transmise au/à directeur/trice de l'école.

27. Règlement prime de naissance : modification

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement sur l'octroi d'une prime communale de naissance arrêté par le Conseil communal en date du 21 décembre 2015;
Considérant qu'il convient de modifier les conditions d'octroi de cette prime ;
Sur proposition du Collège communal ;
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
ARRÊTE le règlement suivant:

Article 1 : Le montant de la prime communale de naissance est fixé à 80 euros par naissance.

Article 2 : Est bénéficiaire de la prime la maman, domiciliée dans la commune à la date de naissance de l'enfant pour lequel la prime est versée.

Article 3 : En cas de décès de la maman, l'allocation est réversible au profit de l'enfant par l'intermédiaire de la personne ou de l'institution qui en a officiellement la garde.

Article 4 : La prime est accordée aux mêmes taux en cas d'adoption pour autant que le ou les parents adoptifs soient domiciliés à Olne lors de la transcription du jugement d'homologation de cette adoption. Elle n'est pas allouée si une allocation communale de naissance a déjà été perçue pour l'enfant.

Article 5 : Les cas d'espèce non prévus au présent règlement seront tranchés par le Collège communal.

Article 6 : Les primes sont attribuées lors de la fête annuelle des jeunes parents.

La maman, excusée préalablement à la manifestation, se verra également remettre la prime sur simple demande à l'administration communale dans le mois qui suivra la manifestation. Passé ce délai, toute demande sera automatiquement rejetée.

Article 7 : Cette prime est versée sur le compte renseigné par le bénéficiaire de la prime, suite au renvoi dans le mois du chèque remis lors de la manifestation.

Article 8 : La présente délibération s'appliquera aux naissances enregistrées à partir du 17 avril 2019, sous réserve d'approbation par les autorités de tutelle des crédits qui seront prévus annuellement à l'article 844/331/-01 pour l'attribution des primes de naissance.

28. Circuit d'interprétation paysagère du Pays de Herve : autorisation d'implantation du mobilier touristique

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment ses Articles L3331-1 à L3331-9 ;

Vu le Code wallon du Tourisme ;

Vu le Décret du 20 juillet 2005, relatif aux subventions pour la promotion touristique ;

Vu l'Arrêté royal du 14 février 1967 modifié par l'Arrêté royal du 24 septembre 1969, réglementant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'État pour le développement de l'équipement touristique ;

Vu l'Arrêté ministériel du 06 mars 1967 modifié par l'Arrêté ministériel du 24 septembre 1969, réglant la procédure d'introduction des demandes de subventions allouées par l'Etat pour le développement de l'équipement touristique ;

Vu la délibération du conseil communal en date du 11 novembre 2015 décidant notamment : 1) d'approuver le projet de convention ayant pour objet l'implantation de mobilier d'interprétation du paysage du Pays de Herve tel que présenté par l'intercommunale AQUALIS dont le siège social est établi Place de l'Hôtel de Ville 44 à 4900 Spa et 2) d'assurer le financement du projet par l'octroi, à l'intercommunale AQUALIS, d'une subvention extraordinaire à l'investissement et dont les modalités sont reprises à la convention susdite ;

Considérant que le projet comprend l'implantation de mobilier touristique sur le territoire communal de Olne, à savoir sur la parcelle cadastrée section B n°380B à Falise ;

Considérant qu'en date du 07 juillet 2016, la Commune d'Olne a adressé à l'intercommunale AQUALIS, une autorisation de balisage relative à l'implantation du mobilier touristique ci-concerné ; que celle-ci a été jointe à la demande de subvention à l'équipement touristique introduite au Commissariat Général au Tourisme en octobre 2016 par l'intercommunale AQUALIS ;

Considérant qu'en date du 08 février 2019, le Commissariat Général au Tourisme a fait part à l'intercommunale AQUALIS de la non-conformité des autorisations de balisage jointes à la demande ; que le Commissariat Général au Tourisme a dès lors réclamé une délibération du Conseil communal autorisant l'implantation du mobilier touristique concerné sur le territoire communal et ce, en vue de compléter le dossier de demande ;

Considérant qu'en raison des impératifs liés à la production de documents imprimés (cartes, guides-touristiques, etc.), la Commune d'Olne s'engage à ne mettre fin au consentement qu'il a donné à l'intercommunale AQUALIS, que moyennant un délai raisonnable de nature à assurer la continuité entre les documents imprimés relatifs au mobilier concerné et la réédition des nouveaux documents ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE :

Article 1: d'autoriser l'intercommunale AQUALIS à implanter le mobilier touristique sur la parcelle cadastrée section B n°380 B à Falise, moyennant la mise en œuvre des techniques définies par la Région wallonne et conformément aux conditions délibérées en Comité de pilotage et ce, dans l'intérêt du développement du tourisme itinérant non motorisé, à condition d'obtenir le taux majoré de subventionnement de 80%.

Si le taux n'est pas de 80%, le projet sera resoumis à l'accord du conseil communal.

Article 2: d'inscrire le coût du projet, quote-part communale, au budget communal 2021 (montant de 4806,54 € TVAC au taux de subventionnement de 80%).

29. Point inscrit par le groupe Ecolo : Motion contre le projet d'enfouissement des déchets hautement radioactifs de l'ONDRAF sur le territoire du plateau de Herve

La séance est suspendue à 22h02 et reprend à 22h07.

Le Conseil communal,

Vu la motion déposée par le groupe Ecolo en date du 25 mai 2020 :

"Considérant que la destination finale des déchets radioactifs de haute activité et/ou de longue durée de vie n'a pas été prévue au moment de la construction des centrales et qu'aucune décision politique n'a jusqu'ici été prise à cet égard ;

Considérant que l'Organisme National des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF) propose au gouvernement fédéral d'adopter le « stockage géologique » (ou l'enfouissement) comme destination finale des déchets hautement radioactifs;

Considérant que la commune d'Olne est potentiellement concernée dans l'étude d'incidences environnementales de l'ONDRAF ;

Considérant que l'ONDRAF mène une consultation publique portant sur ce projet (intitulée « Une destination finale pour les déchets de haute activité et/ou de longue durée de vie en

*Belgique ») du 15 avril au 13 juin 2020 inclus, soit en pleine période de confinement, durant laquelle l'attention de l'opinion publique est légitimement focalisée sur la gestion de la pandémie du Covid-19 et ses conséquences sanitaires, économiques et sociales ;
Considérant que ce projet de l'ONDRAF est basé sur son Plan Déchets présenté en 2010, qui fut remis en question à deux reprises par l'AFCN (Agence fédérale de contrôle nucléaire), en 2016 et 2017 ;*

Considérant que les principaux aspects du présent projet restent inconnus, aucune information quant aux modalités concrètes du stockage de ces déchets (lieu, moment et méthodes) n'étant à ce stade spécifiée ;

Considérant qu'il est impossible de s'assurer que la solution de « stockage géologique » proposée par l'ONDRAF soit totalement sécurisée, notamment parce que les aléas sismiques sont imprévisibles sur des échelles de temps aussi longues que de l'ordre du million d'années ;

Considérant qu'en Suède, la justice a rejeté le 23 janvier 2018 le « projet de stockage géologique » dans la mesure où il comporte de trop nombreuses incertitudes sur la tenue à long terme des conteneurs de déchets qui seraient entreposés dans le stockage géologique tel qu'envisagé aujourd'hui ;

Considérant qu'il n'existe aucune étude d'incidences à l'étranger sur le stockage géologique en tant que « concept », ni de site de stockage de déchets hautement radioactifs qui soit pleinement fonctionnel ailleurs dans le monde ;

Considérant que l'enfouissement des déchets radioactifs engagerait la Belgique sur une durée d'au moins 300.000 ans et coûterait au moins 10,7 milliards ;

Considérant que le « stockage géologique » des déchets radioactifs serait à terme irréversible ;

Considérant que l'ONDRAF n'a pas encore mené d'étude approfondie sur les solutions alternatives au « stockage géologique », comme exigé par l'AFCN et la population belge ;

Considérant que il n'y a aucune nécessité de décider dès à présent sur d'une solution finale ou définitive de stockage des déchets hautement radioactifs (le gouvernement des Pays-Bas ayant, par exemple, décidé le 29 janvier 2018 de reporter toute décision définitive à l'an 2100) ;

Considérant qu'il n'existe pas de « bonne solution » pour les déchets radioactifs, et qu'il est donc nécessaire de rechercher démocratiquement la moins mauvaise, et de la justifier publiquement ;

Sur proposition du groupe Ecolo en sa séance du 2 juin 2020,

Statuant... DÉCIDE de s'opposer au projet d'enfouissement tel que proposé actuellement par l'ONDRAF sur le territoire de la commune d'Olné. DÉCIDE de charger le Collège de transmettre cette motion du Conseil communal au Directeur général de l'ONDRAF et à la Ministre fédérale de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable avant la date du 13 juin 2020 pour réagir à la consultation publique"

Vu le projet d'amendement du collège communal déposé en séance :

"Considérant que la destination finale des déchets radioactifs de haute activité et/ou de longue durée de vie n'a pas été prévue au moment de la construction des centrales et qu'aucune décision politique n'a jusqu'ici été prise à cet égard ;

Considérant que l'Organisme National des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF) propose au gouvernement fédéral d'adopter le « stockage géologique » (ou l'enfouissement) comme destination finale des déchets hautement radioactifs;

Considérant que la commune d'Olne est potentiellement concernée dans l'étude d'incidences environnementales de l'ONDRAF ;
Considérant que l'ONDRAF mène une consultation publique portant sur ce projet (intitulée « Une destination finale pour les déchets de haute activité et/ou de longue durée de vie en Belgique ») du 15 avril au 13 juin 2020 inclus, soit en pleine période de confinement, durant laquelle l'attention de l'opinion publique est légitimement focalisée sur la gestion de la pandémie du Covid-19 et ses conséquences sanitaires, économiques et sociales ;
Vu l'article 14, § 1er, de la loi du 13 février 2006 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public dans l'élaboration des plans et des programmes relatifs à l'environnement,
Considérant qu'il est du devoir de la Commune d'Olne de protéger ses habitants contre toutes émanations radioactives ;
Considérant l'enjeu majeur qu'est la gestion à long terme des déchets nucléaires de toute nature ;
Considérant que la Commune d'Olne n'a pas été sollicitée pour rendre un avis quant aux lieux de stockage géologique de déchets conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie,
Considérant les incertitudes planant sur un programme à très long terme ;
Considérant qu'il est du devoir de la Commune d'Olne de protéger son environnement, ses paysages, ses sols, sa faune et sa flore,
Considérant que le stockage géologique à Olne provoquera des incidences environnementales irréremédiables ;

DÉCIDE :

- 1. De se positionner contre la possibilité d'enfouissement de déchets conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie sur le territoire de la Commune d'Olne ;*
- 2. Le Conseil communal sera solidaire de toutes les motions de refus votées dans les communes voisines ;*
- 3. De communiquer cette présente motion à l'Autorité Fédérale compétente ainsi qu'à l'ONDRAF, Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies."*

Entendu les groupes "ECOLO" et "LE BON SENS" qui font part qu'ils s'abstiendront sur l'amendement proposé par le Collège communal car cette proposition ne va pas assez loin dans la protection de la population ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE par 8 voix pour et 5 abstentions (KEMPENEERS, DEJONG, NOTTEBORN, LENOM-NEURAY, GARDIER) d'approuver l'amendement du collège communal et par 8 voix contre et 5 voix (KEMPENEERS, DEJONG, NOTTEBORN, LENOM-NEURAY, GARDIER) de rejeter la motion initiale déposée par le groupe ECOLO.

30. Correspondance et communication

Questions d'actualité :

Entendu les questions orales de M. JASON, Mme GARDIER, M. DEJONG et M. NOTTEBORN,
Entendu les réponses du collègue,

Le Conseil communal prend acte de la correspondance et des communications suivantes :

- Arrêté du 25 mars 2020 - Approbation par l'autorité de tutelle - Abrogation du règlement taxe sur les mines, minières, carrières et terrils en faveur de la compensation KM octroyée par le R.W.
- Exercice 2020
- Arrêté du 6 avril 2020 - Approbation par l'autorité de tutelle - Règlement redevance fixant la tarification des Vacances actives organisées par la Commune - Exercice 2020
- Arrêté du 14 avril 2020 - Approbation par l'autorité de tutelle - Règlements - Redevance pour couvrir les frais des dossiers des permis et les prestations administratives en matière d'urbanisme et redevance relative aux demandes de changements de prénom(s) - Dès l'entrée en vigueur et jusqu'au 31 décembre 2025 inclus

31. Approbation du procès-verbal de la séance antérieure

Le procès-verbal de la séance antérieure est approuvé à l'unanimité.

34. Convention avec les consorts Desmons : approbation

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122 ;

Vu l'arrêt du 27 juin 2017 de la cour d'appel de la douzième chambre civile de Liège annexé à la présente ;

Considérant que les points 1 et 2 de cet arrêt ont été réglés ;

Considérant que pour régler le dernier point, le numéro 3, une convention à l'amiable annexée à la présente convenue entre les consorts Desmons et le Collège ;

Considérant que cette convention et ses trois annexes (plans de la situation existante ainsi que les plans de la situation projetée) éviteront :

1. Une modification de la voirie tel que préconisé par le Bureau d'étude Bodson annexé à la présente ;
2. Le paiement de frais supplémentaire par :
 1. le paiement des frais avancés par la partie adverse, soit les frais d'huissiers, d'expertises et de leur conseil technique ;
 2. les frais de justice, qui en cas de condamnation seraient à la charge de la Commune d'Olne ;
 3. la perte pécuniaire de non possibilité d'utilisation des garages ;

Considérant que l'assureur de la Commune d'Olne pourrait intervenir dans le paiement de la transaction financière pour mettre une fin définitive au litige ;

Considérant que l'avis n'a pas été rendu par le Directeur financier ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1er.

D'approuver les termes de la convention entre les consorts Desmons et la Commune d'Olne

Article 2.

De charger le Collège communal d'Olné, représenté par Monsieur HALIN C., Bourgmestre, et Monsieur EMBRECHTS J.-P., Directeur général, de la signature et de l'exécution de la présente convention.

La séance publique est levée à 22H35 et reprend immédiatement à huis clos.

Séance à huis clos

La séance est levée à 23H05.

**Pour le Conseil,
Le Directeur général,**

Le Président,

JP EMBRECHTS

C. HALIN